La commission parlementaire d’enquête sur la lutte contre les groupuscules d’extrême droite renonce à convoquer Marion Maréchal et Marine Le Pen car “la révélation de cette initiative ne créé plus l’«effet de surprise» attendu” (MàJ)

14/02/2019 à 11h09

14/02/19

La députée RN du Pas-de-Calais et sa nièce devaient être auditionnées pour éclaircir «leurs liens avec les groupuscules d’ultradroite». Mais la révélation de cette initiative par Le Figaro ne créé plus l’«effet de surprise» attendue par la présidente LFI de la commission.

Suite à la publication de cet article, la présidente de commission, la députée LFI de l’Hérault, Muriel Ressiguier, a fait savoir au Figaro que les convocations de Marine Le Pen ou Marion Maréchal n’étaient plus d’actualité. Compte tenu du «caractère politique» que prendraient ces convocations et ne disposant plus d’un «effet de surprise» pour ce faire. Le rapporteur de la commission, le député LREM Adrien Morenas, a quant à lui émis des doutes sur la neutralité de sa propre

commission qu'il ne veut pas voir «se transformer en vaudeville» […]

Le Figaro

13/02/19

> *Savoureux d'être convoquée à une commission contre la violence par M'Jid El Guerrab, le député qui agresse son collègue à coups de casques. La gauche, tout un poème. https://t.co/VzAWO4hWeV*
>
> *— Marion Maréchal (@MarionMarechal) February 13, 2019*

INFO LE FIGARO – La députée du Pas-de-Calais et l'ancienne du Vaucluse vont être auditionnée pour éclaircir «leurs liens avec les groupuscules d'Ultra-droite»

C'est une invitation que ni l'une ni l'autre ne s'attendaient à recevoir. Selon nos informations, Marine Le Pen comme Marion Maréchal recevront ces prochaines semaines une convocation obligatoire pour venir témoigner devant la commission d'enquête parlementaire sur la lutte contre les groupuscules d'extrême droite en France. Ouverte à la demande de la France Insoumise, cette commission est présidée par la députée LFI Muriel Ressiguier, et a pour objectif de «faire un état des lieux sur l'ampleur du caractère délictuel et criminel des pratiques des groupuscules d'extrême droite».

Devant la perspective de cette convocation, Marine Le Pen fulmine au Figaro: *«La France insoumise ne pourra plus accuser Emmanuel Macron de dévoyer les institutions puisqu'elle fait exactement la même chose. Elle mène un combat politique à ses adversaires à travers des institutions qui ne sont pas faits*

pour ça.» La présidente du Rassemblement national n'entend pourtant pas esquiver la commission: *«Je vais y aller et ils ne vont pas être déçus.* ***Je vais leur parler d'une vie entière passée à subir les violences de l'extrême gauche.*** *Cela fera comme le procès en diffamation engagé par M. Baupin, qui s'est transformé en son propre procès.»*

> *Il paraît que la commission d'enquête parlementaire sur les violences des groupuscules d'extrême droite, instituée à la demande @JLMelenchon, compte nous convoquer, @MarionMarechal et moi !*
>
> *— Marine Le Pen (@MLP_officiel) 13 février 2019*

> *Hélas, nous avons beaucoup à dire, mais plutôt sur la violence d'extrême gauche dont nous avons toute notre vie été victimes. MLP https://t.co/W7aLYHThqk*
>
> *— Marine Le Pen (@MLP_officiel) 13 février 2019*

Le Figaro